



البديل التونسي

NOTRE PROJET :

UNE TUNISIE DEMOCRATIQUE MODERNE PROSPERE ET SOLIDAIRE

Contexte Général du Pays

Contexte Économique – La Décennie Perdue

La Transition et le Renforcement de l'Économie Politique Passée

La Crise Politique et son Corollaire Inévitable : Une Crise de Confiance

Des Défis et des Opportunités

Notre Vision Pour la Tunisie

Programme de Salut et de Développement Solidaire

CONTENU DU PROGRAMME : Les Deux composantes

- Restauration de la Confiance et de la Justice Sociale
- Refondation du Modèle de Développement Économique et Social

Composante 1 : Restaurer la Confiance et la Justice Sociale et Répondre aux Besoins Urgents de la Population.

- Primauté de la loi et de l'ordre public
- Protéger le pouvoir d'achat
- Améliorer les services publics
- Promouvoir l'investissement et l'emploi
- Réduire les déficits extérieurs et stabiliser le dinar
- Réduire le déficit budgétaire et l'endettement public

Composante 2 : Refondation du modèle de développement pour une Économie Productive, Compétitive, Solidaire et DURABLE



البدیل التونسي

DES INSTITUTIONS MODERNES ET EFFICACES

- Une Économie du Savoir : des politiques économiques qui favorisent le partenariat, l'innovation et l'utilisation des nouvelles technologies
- Un État Fort, Stratège et Protecteur,
- Une Administration Compétente et Responsable
- Une Décentralisation Renforcée
- Une Justice Efficace, Responsable et Crédible

UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L'INVESTISSEMENT

- L'Impératif d'un Cadre Macroéconomique Stable
- Un Cadre Réglementaire et des Procédures Simples et Transparents
- Une Nouvelle Politique Industrielle : Transformation Structurelle Accélérée
- La Diaspora Tunisienne : Une plus grande contribution
- Tourisme : Modernisation, Diversification et Rentabilité

POLITIQUES CULTURELLES ET SOCIALES

- La Culture : Une Priorité Nationale
- Éducation : Un système éducatif d'excellence focalisé sur la formation des compétences du 21^{ème} siècle
- Politique Sociale : Justice et Sécurité Sociales, Inclusion et Viabilité Financière
- Santé : Réformer, Revitaliser et Offrir des Prestations de Qualité et Accessibles à Tous

UNE INFRASTRUCTURE DE QUALITE POUR AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION ET SOUTENIR LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE

- Le Transport : Un bon niveau de connectivité et des services viables et accessibles
- Un Transport Ferroviaire Moderne et Viable
- Les Transports Urbains : Priorité aux transports collectifs
- Modernisation de l'Infrastructure Portuaire et de la Logistique
- L'Eau : Une ressource rare et chère : Gérer la demande plutôt que l'offre.
- L'Énergie : Accélérer la Transition Énergétique et sécuriser les besoins du pays

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Développement Régional : Une Stratégie Volontariste au Service des Régions de l'Intérieur
- Une Agriculture Moderne Productive et Durable
- Un Développement urbain maîtrisé et socialement inclusif
- Environnement : Protéger les Écosystèmes et les Ressources Naturelles pour un Développement Durable



البديل التونسي

Résumé Exécutif du Programme

Le Contexte Général du Pays

Une transition politique qui a ignoré la demande légitime des citoyens. Les revendications centrales du soulèvement populaire qui a renversé le pouvoir, en décembre 2010- janvier 2011, concernaient l'emploi, la justice sociale et l'équité entre toutes les catégories de la population tunisienne. Ces demandes urgentes exprimaient des objectifs et des valeurs stratégiques. Celles-ci devaient constituer le socle de l'ensemble des changements profonds à venir, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Malheureusement, le processus politique et institutionnel de transition a ignoré les revendications de la population prenant des chemins tortueux, pour tenter une entreprise d'hégémonie sectaire et dogmatique inspirée de courants politiques et intellectuels étrangers aux valeurs fondatrices du cours civilisationnel du pays et des aspirations émancipatrices des larges composantes de son peuple. Il a fallu des assassinats politiques, de nouveaux martyrs, des luttes populaires intenses, des combats politiques ardues, des changements géopolitiques majeurs, pour ramener un tant soit peu les acteurs influents à la raison, et leur faire comprendre que la voie qu'ils prônaient n'est pas passante en Tunisie.

Le gouvernement de compétences nationales a rempli sa mission dans les termes et les délais. Le gouvernement de compétences nationales est venu dans ce contexte, né (au forceps) du dialogue national porté et animé par le Quatuor d'organisations de la société civile dont notamment l'UGTT, dans l'espoir de contribuer à la solution de la crise multiforme dans laquelle a été plongé le pays. Il a rempli ses missions dans les termes et les délais, stabilisé la situation sécuritaire, économique et sociale, et préparé, dans les meilleures conditions, les élections législatives et présidentielle de 2014.

Mais, une fois encore, les espoirs soulevés par les échéances électorales de 2014 ont été déçus. Les gouvernements d'après 2015 ont brillé par leur incompétence et ont poursuivi l'entreprise de délabrement politique et économique du pays. Le parti vainqueur en 2014 se désagrège et offre la conduite du pouvoir (politique) au second, contre lequel il a mené fermement campagne ! Les confusions qui en ont résulté ont ralenti le processus de consolidation démocratique, imprégné la vie législative, le fonctionnement des instances constitutionnelles en place, et entravé la mise en place de celles qui restent à installer. L'activité même des administrations publiques a subi les jeux d'influence et de pression pour aboutir au blocage et à la régression des actions publiques. Les pouvoirs en place se révèlent être au service de leurs partis, et les lobbies et groupes d'intérêt qui leur sont proches, plus que de l'intérêt national et celui des citoyens.

Notre pays se trouve aujourd'hui dans une situation politique, sociale et économique grave. Après près de huit ans de transition, les revendications de la révolution sont restées lettre morte. Malgré la majorité parlementaire confortable dont ils ont bénéficié, les gouvernements désignés après les élections de 2014, ont largement échoué à répondre aux besoins élémentaires de la population ou même à réaliser une partie des promesses qu'ils ont faites, relatives à l'amélioration des conditions



البديل التونسي

économiques et sociales attendues par les citoyens. Cet échec est à l'origine du désenchantement de la population et de l'apparition de forces politiques populistes ou révisionnistes qui font croire, à une population désespérée, qu'elles ont des solutions simples à des problèmes complexes. La méfiance des citoyens vis à vis des dirigeants politiques, et peut-être même de cette version proposée de la démocratie ont atteint des sommets, et l'abstention record aux élections municipales de mai 2018 en est un flagrant indicateur.

Le Contexte Économique – La Décennie Perdue

Dans ce contexte général délétère, la situation économique n'a fait que se dégrader de plus en plus vite. En effet, contrairement à certains discours et annonces d'autopromotion, depuis 2015, les données conjoncturelles (à part quelques aspects ponctuels saisonniers) et les fondamentaux économiques et sociaux ont connu une évolution très inquiétante.

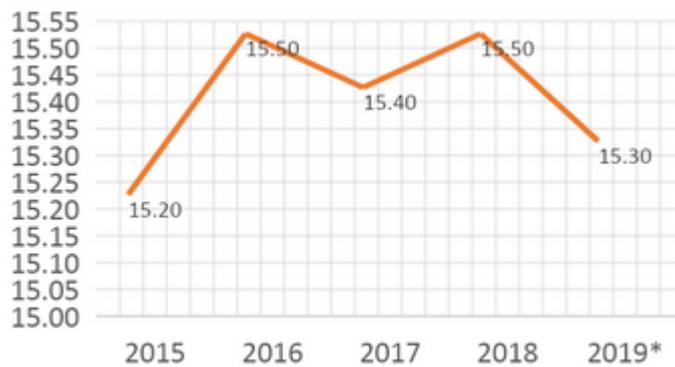
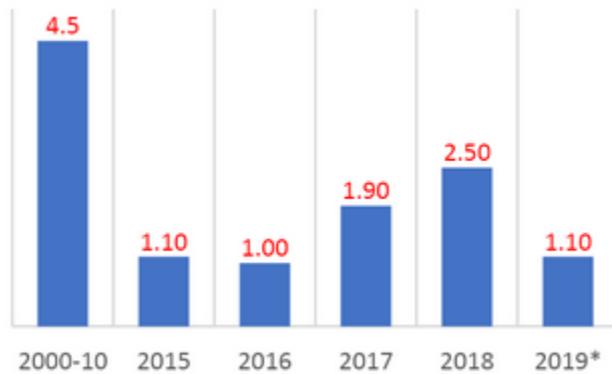
La croissance économique est restée très faible avec une croissance moyenne de l'ordre de 1.6% par an entre 2015-2018 soit une quasi-stagnation du PIB par tête d'habitant (0.4%). C'est pour la première fois depuis plus de 20 ans que la situation économique des citoyens n'a connu aucune amélioration. Les perspectives pour 2019 ont été revues à la baisse au vu des faibles performances du premier semestre 2019 (1.1%). L'investissement, un moteur principal de la croissance économique, demeure en panne, malgré le tintamarre régulier sur les « impulsions à l'investissement », et les multiples conférences et rencontres pour attirer les investisseurs. L'investissement qui était de près de 25 % du PIB en 2010 a continué sa chute à 18,4 % en 2018. Cette tendance semble continuer en 2019. De son côté, l'épargne nationale s'est effondrée (de 20.5% en 2010 à 8.7% en 2018) aggravant les difficultés de financement de l'économie, et obligeant à un recours accru au financement extérieur pour combler un besoin de financement passant d'environ 600 million de DT en 2010 à plus de 5000 MD en 2018. L'évolution de la productivité des facteurs (travail, capital, et celle globale des facteurs) a été négative. Cette dégradation de la productivité, qui n'est pas sans lien avec la chute des investissements, traduit ce parcours régressif du système productif national et son incapacité à se moderniser dans ses composantes mais surtout dans son organisation et sa gouvernance.

Le déséquilibre des échanges extérieurs, provenant d'un déficit toujours grandissant de la balance commerciale, pèse lourdement sur l'ensemble de l'économie. De 13 % du PIB en 2010, ce déficit est passé à 18 % en 2018 ; il s'est particulièrement accéléré ces deux dernières années. Les carences et dysfonctionnements structurels aboutissant à cet état des choses sont principalement : La désagrégation des activités de la filière des mines, phosphates et dérivés ; les errements de la politique énergétique et les retards dans les décisions qui auraient pu contrer le déclin de la production nationale des hydrocarbures et réduire le déficit de la balance énergétique ; les dérapages des importations de biens de consommation effectuées par les sociétés résidentes. Les impacts de ce déséquilibre majeur sont énormes. Ils affectent directement les finances publiques, le taux de change de la monnaie nationale, lui-même ayant des conséquences directes sur l'inflation, l'encours de la dette et son service, etc.

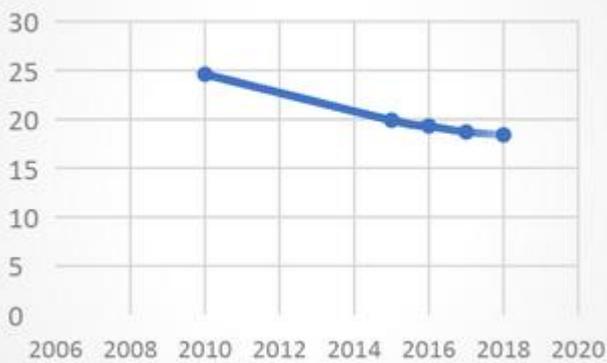


البديل التونسي

Croissance du PIB (aux p.m)



Invest en % du PIB





البيدال التونسي

Epargne Nationale % du PIB



Les politiques gouvernementales des dernières années n'ont fait que déstabiliser davantage les finances publiques. Elles sont caractérisées par l'absence de vision de la politique budgétaire. Elles constituent des assemblages de mesures destinées à calmer la pression des contestations sociales multiples et à couvrir les dépenses incompressibles grandissantes (salaires publics, service de la dette, déficits des EP, compensation, etc.). L'essentiel des augmentations des dépenses budgétaires a été alloué aux dépenses de fonctionnement et non à des investissements productifs. Cependant, en l'absence de réponse adéquate de l'appareil de production nationale, les augmentations des dépenses budgétaires, en plus des déficits des finances publiques, ont alimenté une dynamique inflationniste et une forte demande d'importations, qui à leur tour ont ravivé les revendications sociales et ajouté à la détérioration de la balance commerciale. Les déficits budgétaires sont restés élevés entre 4 et 6% du PIB avec une légère baisse à 4.9% en 2018. La fiscalité souffre encore de la persistance et l'aggravation de l'évitement de l'impôt, de l'évasion et de la fraude fiscales. La maîtrise annoncée du déficit budgétaire ne le doit qu'aux augmentations des taxes et prélèvements obligatoires (TVA, IRPP, etc.). La dette publique a fortement augmenté surtout au cours des trois dernières années pour atteindre 72% en fin 2018.

L'accélération de l'inflation, particulièrement ces deux dernières années, constitue un symptôme flagrant des multiples dérèglements frappant l'économie nationale. La grande majorité de la population considère que son pouvoir d'achat et ses conditions de vie se sont fortement détériorés. Au-delà de la hausse des prix internationaux d'un ensemble de produits de base et de l'énergie, ce sont des facteurs internes qui provoquent une grande partie de l'inflation : une politique budgétaire expansive sans commune mesure avec l'évolution de la productivité, augmentation des coûts de production suite au relèvement des taxes et impôts, perturbations et insuffisance du contrôle des circuits de distribution, qui ont significativement affecté les prix des produits alimentaires frais, et le développement de réseaux de distribution informels (spéculation). La politique monétaire restrictive adoptée pourrait avoir un effet limité et même aggravant sur la situation économique en raison des multiples causes de l'inflation.

Une Transformation Structurale au Ralenti



البديل التونسي

Aggravation des Problèmes Structurels Passés et Inefficacité du Modèle de Développement du pays. En l'absence de réformes tant attendues pour moderniser les institutions et l'appareil productif du pays, les problèmes structurels du modèle de développement tunisien se sont aggravés. La croissance économique d'avant la révolution a été moyenne à faible (3.75% par an 1990-2010) et relativement volatile (forte variation tous les 2 à 3 ans) par comparaison aux performances des pays nouvellement industrialisés (PNI) qui ont crû à plus de 6%/an pendant plus de 25 ans sans interruption.

L'évolution de la productivité globale des facteurs est restée faible (entre 0.3% et 1.2% par an entre 1980-2010) comparée à celle des PNI qui a dépassé plus de 3.5% par an pendant des décades. Cela prouve que l'économie tunisienne, malgré son évolution apparente, est restée confinée dans des activités de faible valeur ajoutée où les gains de productivité et d'emploi qualifiés sont très limités. Aussi et contrairement aux PNI, la transformation structurelle de l'économie tunisienne s'opère essentiellement dans l'espace des activités de faible valeur ajoutée. La faiblesse de la qualité des investissements privés, la très faible part des exportations à haut contenu technologique (moins de 14% en 2016), la stagnation voire la baisse de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB (22% en 1996 contre 17% en 2016) alors qu'elle atteint plus de 30% du PIB dans les PNI, la détérioration de la qualité du système éducatif sont autant de facteurs explicatifs des limites du modèle tunisien.

La Transition et le Renforcement de l'Économie Politique Passée

Une économie politique peu favorable à un modèle de développement rapide et Inclusif. Les limites de la transformation structurelle de notre économie et les faibles performances qu'elle a réalisées résultent des contraintes créées par une économie politique où les acteurs majeurs et le pouvoir politique sont en pacte pour préserver et soutenir la stabilité du régime en place en contrepartie de politiques économiques et d'institutions (règles de jeu et structures) qui protègent les intérêts et la rente de ces acteurs (peu de réformes, protection des niches et monopoles, contrôle et régulation extensive par l'État, etc.). C'est cette dynamique clientéliste qui a donné lieu à une économie de rente défavorable aux jeunes entrepreneurs et aux acteurs privés dynamiques et innovants. L'Etat est omniprésent pour bien contrôler tous les espaces et garantir la stabilité du régime. La gouvernance économique du pays post- révolution a renforcé le système de clientélisme, de nouveaux acteurs sont apparus et les rapports de force ont penché davantage vers le corporatisme et les affairistes en marge de l'économie formelle.

Les gouvernements successifs n'ont apporté aucun changement de politiques économiques de nature à améliorer l'efficacité du système économique. La règle du droit et l'autorité de l'Etat ont été affaiblies. L'administration a perdu de son efficacité d'exécution, sa productivité a baissé et sa capacité de contrôle et de régulation est amoindrie. De nouveaux lobbies et privilégiés ont rejoint les anciens contingents, la corruption et les rentes se sont développées.

La Crise Politique et son Corollaire Inévitable : Une Crise de Confiance

Une crise politique profonde à l'origine de la crise économique et sociale et d'une crise de confiance sans précédent. Les lenteurs de la transition et la pratique du nouveau système politique post-révolution, même s'il n'est pas totalement achevé, ont révélé des dysfonctionnements gravement



البديل التونسي

préjudiciables à une gouvernance sereine et responsable du pays. Le nouveau système a donné lieu à un exécutif bicéphale inefficace et enclin aux conflits et aux luttes de pouvoir. Une loi électorale favorisant l'émiettement de l'électorat, la dilution des responsabilités et le commerce des voix et des élus. Une Assemblée fragmentée, peu efficace et dominée par des lobbies et des influences corporatistes au service de leurs propres intérêts au détriment de l'intérêt général. Des débats et conflits interminables pour la mise en place des institutions constitutionnelles ; celles mises en place, sont perçues comme étant déjà capturées par l'un ou l'autre des grands acteurs ; elles vivent des crises et des dysfonctionnements attestant de leurs faiblesses et entachant leur crédibilité.

La crise politique et l'échec dans la gestion des affaires économiques du pays post-révolution ont généré une crise de confiance sans précédent. Une crise dans l'avenir du pays : à l'exception de la période intermédiaire de 2014, les résultats des baromètres d'opinion n'ont cessé de montrer que systématiquement plus de 75 % de la population pense que le pays va dans la mauvaise direction. Une crise de confiance dans l'État et ses institutions : un exécutif divisé et quasiment paralysé, une corruption rampante, un État de plus en plus faible et incapable de faire respecter la loi et rendre la justice. Une crise de confiance dans les institutions fondatrices de la Tunisie moderne : un système éducatif en péril ; la santé publique est en crise permanente ; le système de protection sociale est en déficit structurel permanent et une administration affaiblie et trop bureaucratique ; Enfin une crise profonde de nos valeurs sociétales : l'esprit critique et le désir de découvrir et de connaître sont en déperdition au profit de la propagande et de débats politiques stériles et ennuyeux ; la désinformation, la diffamation et les discours populistes sont désormais les vertus du grand nombre de politiques pour attirer la sympathie du citoyen ; Nos valeurs d'honnêteté, de solidarité, et de respect mutuel surtout des aînés et des hommes et femmes du savoir, sont en déperdition au profit de l'opportunisme et du gain facile et surtout illicite.

Des Défis et des Opportunités

Des défis très importants se posent à la Tunisie. Étant données sa situation économique et sociale et la fragilité de son système politique, la Tunisie n'a plus de choix : répondre aux besoins de la population et réformer son économie pour prospérer, ou continuer à faire du replâtrage économique et la petite politique stérile et risquer le mécontentement populaire et la permanence de l'instabilité sociale. Les indicateurs socio-économiques rappelés ci-dessus sont sans appel quant à la médiocrité des performances des gouvernements depuis 2015. Pour « sauver » le pays et engager son redressement, outre les problèmes ci-dessus, il est important de prendre conscience des nombreux défis difficiles qui se posent à la refondation de l'économie tunisienne. Rappelons les principaux d'entre eux :

- Une forte demande sociale, la montée du corporatisme et l'absence d'un cadre de dialogue et d'arbitrage socio-économique responsable et efficace ;
- Une géopolitique régionale et internationale très volatile (instabilité politique dans la région et le voisinage immédiat ouest et sud) ;
- Les défis (et opportunités) des transformations économiques avec en particulier : la transformation numérique, la montée du protectionnisme et son impact sur les économies partenaires de la Tunisie ;



البديل التونسي

- Le changement climatique avec ses nombreuses conséquences négatives notamment sur les ressources en eau et la pérennité de l'agriculture pluviale ;

Toutefois, la Tunisie possède des atouts qui, s'ils sont bien valorisés, sagement exploités et professionnellement gérés, offrent des opportunités de développement importantes. Parmi les atouts propres à la Tunisie : des institutions en cours de démocratisation, qui, si elles sont consolidées et renforcées peuvent constituer un atout majeur à moyen et long terme ; Une proximité géographique des marchés européens, arabes et africains ; Une main d'œuvre jeune et relativement bien formée ; une infrastructure (routes, eau, énergie, télécom) relativement développée et facilement améliorable ; et enfin, un tissu industriel plus diversifié que dans le reste de la région.

NOTRE VISION ou PROJET POUR LA TUNISIE

Une forte demande pour une nouvelle vision, un nouveau projet. La demande des citoyens pour une nouvelle vision, d'un nouveau projet, est unanime aussi bien avant qu'après la révolution. Pour qu'elle soit mobilisatrice, la nouvelle vision devrait rompre avec l'immobilisme et la médiocrité ambiante ; elle doit rejeter les approches incrémentales et superficielles. Elle doit offrir une perspective attrayante et réaliste quant à la destination vers laquelle le pays se projette pour permettre à tous les citoyens de vivre décemment et librement et de léguer à leurs enfants un pays moderne, prospère, libre et juste.

La vision d'Albadil est de bâtir, avec l'ensemble des parties prenantes réformatrices du pays, une Société Tunisienne Moderne, Démocratique, Prospère, Juste et Solidaire. Une société tunisienne fondée sur des valeurs partagées de solidarité, d'intégrité, de travail et de respect de la loi et des institutions de la République. Une Tunisie qui valorise davantage sa culture, son patrimoine millénaire et son ouverture sur son environnement régional et international ; une Tunisie qui offre à tous ses citoyens sur tout le territoire l'environnement et la liberté d'entreprendre et de créer ainsi que des conditions de vie décentes et épanouissantes ; enfin une Tunisie compétitive grâce au développement d'une économie moderne et productive fondée sur l'utilisation du savoir, de l'innovation et de la capacité de son capital humain, principale richesse du pays.

La nécessité du dialogue social pour mobiliser toutes les parties prenantes et convenir d'un nouveau pacte social fondé sur la nouvelle vision. ALBADIL, s'engage à faire du dialogue social efficace et responsable sa principale méthode de gouvernance pour ancrer l'approche participative dans la culture de développement du pays et mobiliser le soutien de la population pour concrétiser la nouvelle vision et engager les grands changements nécessaires. En effet, la nouvelle vision suppose des changements dans nos modes de pensée, nos méthodes de travail, nos choix institutionnels, économiques et politiques. Ces choix doivent être validés collectivement.

PROGRAMME DE SALUT ET DE DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE POUR LA TUNISIE

La réalisation de la vision proposée exige la mise en œuvre d'un programme de réformes substantielles, cohérentes et efficaces en termes de résultats concrets. Elle demande des efforts



البديل التونسي

collectifs de longue haleine, de la méthode et de la patience car les résultats prennent du temps pour devenir perceptibles par la population. Les leçons retenues des expériences similaires pointent vers la nécessité d'avoir des institutions (règles et structures) de bonne qualité notamment une application rigoureuse de la loi et des principes de bonne gouvernance, un leadership engagé pour le développement du pays y compris dans le choix des compétences nécessaires, et des politiques économiques qui encouragent l'investissement productif, l'emploi, la compétitivité et qui bannissent les privilèges et la rente.

Les trois principes indispensables à la concrétisation de la vision. Les développements précédents et les débats internes des experts et des membres d'ALBADIL ont permis d'esquisser les principes directeurs devant guider le développement d'un programme de rupture avec les politiques et les pratiques du passé et qui permettra de réaliser notre vision. Tous les efforts doivent converger vers le développement de la capacité des institutions du pays, et la mise en action de stratégies pertinentes et de méthodes de gestion efficace et de travail structurées pour réaliser ce nouveau projet pour la Tunisie. A cet effet, nous avons adopté trois principes directeurs suivants :

- Un État Fort, Stratège, Entrepreneur, et Protecteur de l'intérêt de tous les citoyens ;
- Une Administration Redevable, Efficace, Agile et Compétente ;
- Un Dialogue Socio-économique Efficace et Responsable pour garantir la concertation et la participation avec tous les partenaires et la société civile.

Contenu du Programme

Les deux principales composantes du programme. En plus des analyses précédentes et des principes retenus, le programme doit répondre à deux besoins fondamentaux. Le premier est d'apporter des solutions aux problèmes immédiats de la population pour soulager leurs souffrances et commencer à rétablir la confiance sociétale qui constitue l'ingrédient indispensable au développement économique et à la cohésion sociale. Le deuxième besoin est la construction de bases solides pour un nouveau modèle de développement. Un tel modèle doit engager une transformation rapide des institutions et des règles de jeu favorables à l'émergence d'une économie du savoir hautement productive, plus créatrice d'emploi de qualité, plus inclusive, et globalement compétitive. En réponse à ces deux besoins fondamentaux, notre programme comprend deux grandes composantes.

- Une première composante comprenant un ensemble cohérent d'interventions d'urgence ayant pour principal objectif de répondre aux besoins immédiats et urgents de la population et commencer à restaurer la confiance.
- Une deuxième composante ayant pour principal objectif la Refondation du modèle de développement devant aboutir à la construction d'une Économie Productive, Compétitive et Solidaire capable de créer des opportunités économiques et des emplois accessibles à tous les citoyens.

Composante 1 : Restaurer la confiance et la justice sociale – Répondre aux besoins urgents de la population



البديل التونسي

Pour commencer à rétablir la confiance et la justice sociale, nous proposons un ensemble d'actions ou de mesures d'urgence devant rapidement améliorer les conditions de vie de la population, réactiver l'économie du pays et commencer à répondre aux attentes de la population. Les principales actions proposées sont résumées ci-après :

Affirmer la primauté de la loi et de l'ordre public : Albadil est déterminé à défendre le principe d'un État fort et démocratique et à tout faire pour restaurer et renforcer le rôle de l'État et de ses institutions : un État fort, qui protège les citoyens et leurs droits ; qui garantit l'intérêt général, assure l'ordre public, lutte contre la corruption et l'informalité criminelle, et applique avec rigueur, détermination et sans discrimination des lois efficaces et justes. En plus d'un discours clair et sans ambages que l'exécutif adressera à la population quant à la politique en la matière, toutes les institutions impliquées dans le maintien de l'ordre, seront sensibilisées, renforcées et équipées pour bien s'acquitter de leur mission avec célérité et professionnalisme.

Réduire l'inflation et améliorer le pouvoir d'achat de la population : Nombreuses mesures sont prévues dont :

- Assainissement des circuits de distribution et réduction drastique des trafics et des intermédiations spéculatives ;
- Préservation du pouvoir d'achat des couches sociales défavorisées en réformant le système des aides financières directes ;
- Décélération/réduction des importations des produits non nécessaires, afin de réduire le déficit courant et l'inflation importée (parité du dinar) ;
- Mise en production de capacités existantes faiblement utilisées (surtout dans le secteur agricole et agroalimentaire) pour augmenter l'offre ;

Améliorer les services publics et les conditions de vie de la population.

- Lancement d'un programme national de modernisation de l'infrastructure et des équipements scolaires sur l'ensemble du territoire (entretien, réhabilitation, etc.)
- Lancement d'un programme national de mise à niveau des équipements et de l'infrastructure de santé publique (centres de santé de base, hôpitaux de circonscription et régionaux, etc.)
- Programme national « Ma Ville Propre » : en collaboration avec les municipalités, les acteurs économiques et la société civile ;
- Mise en œuvre d'un programme de travaux de réhabilitation du réseau de transport et de distribution de l'eau SONEDE (réduction des pertes et de la pollution en réseau) et celui de l'assainissement (ONAS) ;
- Mise en œuvre d'un programme d'entretien et de renforcement du réseau routier et des pistes rurales notamment dans les régions de l'intérieur ;
- Réhabilitation et mise à niveau de l'infrastructure et des équipements urbains dans toutes les agglomérations du pays avec une attention particulière aux quartiers précaires ;



البديل التونسي

Promouvoir l'investissement et la création d'emploi, et soutenir les petites et moyennes entreprises en difficulté

- Simplification/élimination des procédures administratives et des autorisations inutiles pour les investissements productifs privés et associatifs ;
- Renforcement du programme d'appui aux PME en difficulté (appui technique et financier : lignes de crédit dédiées) ;
- Accélération du règlement des arriérés et des encours dus par l'État aux entreprises privées et publiques ;
- Renforcement de la capacité de financement et de développement du système des microcrédits pour mieux répondre à la demande des jeunes et notamment des femmes ;
- Rationalisation des programmes d'appui à la création d'emploi des jeunes (meilleur ciblage pour maximiser la création d'emploi) ;
- Mise en place d'un programme d'urgence pour mettre à niveau la capacité de gestion et de mise en œuvre de l'administration centrale et locale (indispensable pour la gestion de la première composante du programme) ;

Réduire le déficit de la balance courante (incluant le déficit énergétique) et stabiliser le dinar.

- Rationalisation des importations en donnant la priorité aux produits essentiels (équipements, intrants, médicaments, etc.) ;
- Programme de relance de la production et de la transformation du minerai des phosphates du groupe chimique pour la porter progressivement à des niveaux proches d'avant 2010
- Accélération de la mise en œuvre (en PPP) du programme des énergies renouvelables (focaliser sur les grands lots (300 MW et plus) ;
- Renforcement des programmes de maîtrise de l'énergie dans les principaux secteurs énergivores (bâtiments, transport, industrie)

Réduire le déficit budgétaire et l'endettement public

- Rationalisation des dépenses publiques (revue des dépenses et des priorités surtout en matière d'investissements publics),
- Amélioration du recouvrement des recettes fiscales (organisation et renforcement du recouvrement, système d'information, organisation du contrôle),
- Rationalisation des subventions pour mieux cibler les couches méritantes et réduire le poids budgétaire ;
- Révision des investissements publics programmés et non encore engagés (programmation et pertinence) ;
- Mise en place d'un programme de restructuration (au cas par cas) des entreprises publiques pour améliorer leur viabilité financière.



البديل التونسي

Composante 2 – Refondation du Modèle de Développement pour une Économie Productive, Compétitive, Solidaire et Durable

Un développement plus rapide, socialement équitable, et écologiquement plus respectueux de l'environnement et des écosystèmes en place. Comme on l'a déjà indiqué, notre nouvelle approche du développement consiste à bâtir une économie du savoir, hautement productive, globalement compétitive, et capable de générer des opportunités pour tous. Le principal moteur de dynamisme et du développement du pays sera l'utilisation des connaissances et des technologies modernes, grâce à la capacité du capital humain du pays qu'il faudra libérer des tracasseries bureaucratiques et lui donner la meilleure éducation/formation possible pour être capable d'entreprendre, d'innover, de continuer à apprendre, et de pouvoir s'adapter aux exigences des changements rapides de ce 21ème siècle.

L'essentiel des actions de cette composante comprend des programmes de réformes en profondeur des politiques publiques transversales et sectorielles et de renforcement des capacités des institutions publiques pour être en mesure de bien planifier, mettre en œuvre et bien gérer les programmes de développement et les services publics. Ces réformes doivent aussi contribuer à créer une nouvelle culture de collaboration responsable où chaque acteur a des droits et des devoirs, où la valeur de solidarité complète celle du mérite et de la juste récompense de l'effort et du sacrifice de chacun, et où le dialogue socio-économique et la participation deviennent une pratique systématique de la gestion des affaires publiques.

Cinq grands programmes de réformes thématiques et sectorielles seront mis en œuvre pour construire les fondements du nouveau modèle de développement économique et social de la Tunisie :

- La modernisation des institutions pour les rendre plus efficaces et capables de mieux servir le citoyen.
- Un environnement favorable à l'investissement, à l'entrepreneuriat et à l'innovation.
- Les politiques sociales et culturelles nécessaires à la solidarité surtout à travers la revitalisation et la modernisation de l'ascenseur social.
- La modernisation et la bonne gestion de l'infrastructure économique et sociale.
- L'aménagement du territoire et la protection de l'environnement.

Des Institutions Modernes et Efficaces

Un État stratège et protecteur, une administration efficace, des politiques économiques qui encouragent l'innovation et les nouvelles technologies, et un système de justice crédible et efficace. La réalisation de cet objectif stratégique nécessite la mise en place d'un nombre important d'actions (voir rapport principal) dont un bref résumé est comme suit :

Un Rôle plus approprié pour un État moderne : le rôle de l'État doit être redéfini pour mieux s'adapter aux exigences d'une société libre, une forte demande économique et sociale, et un monde en perpétuel changement. Outre son rôle régalien, l'État doit : développer et mettre en œuvre, en collaboration avec les autres acteurs, les stratégies de développement du pays ; créer un



البديل التونسي

environnement propice à l'investissement, à l'innovation et à la création des richesses ; faciliter les initiatives ; encourager la concurrence ; lutter contre la rente et les privilèges ; favoriser la synergie et le partenariat entre tous les secteurs (public, privé et associatif) ; préparer les prospectives et orienter les choix stratégiques futurs ; assurer que la loi est appliquée, que la justice est rendue et que la corruption est bannie ; protéger les droits des citoyens et les populations vulnérables ; et enfin fournir directement ou indirectement des services publics de qualité et accessibles à tous.

Une administration compétente et efficace au service des citoyens : Nous proposons une transformation profonde de l'administration dont les insuffisances sont évidentes. Cette transformation couvrira : le rôle et la mission de l'administration, son organisation interne et ses procédures de travail, la gestion des ressources humaines (effectifs, profils, rémunération, promotion, etc.). Cette transformation doit inclure l'accélération de la digitalisation de tous les services aux citoyens et aux opérateurs économiques.

Entre autres réformes urgentes nous proposons de : Créer des Unités de Mise en Œuvre (UMO) au sein de chaque ministère pour planifier et gérer les réformes internes et suivre leur mise en œuvre ; Recruter environ 2000 cadres (pour les UMO) sélectionnés sur la base de critères de compétences, et leur donner une formation accélérée en analyse des politiques publiques et en gestion moderne des programmes publics. Simplifier les procédures internes et rationaliser le fonctionnement des services et départements (redondances) ; rationaliser les effectifs de l'administration et rendre la fonction publique plus attrayante pour les bonnes compétences,

Un système judiciaire efficace, responsable et crédible : la modernisation du système judiciaire et pénitencier est une urgence. Notre programme comprend des actions ciblées sur :

- Le renforcement de l'indépendance et de l'autonomie de la justice : redéfinition du rôle, de la mission et des relations du ministère public avec le pouvoir exécutif ; opérationnalisation et fonctionnement effectifs du Conseil Supérieur de la Magistrature ;
- La moralisation du système judiciaire et pénitentiaire : adopter des nouveaux codes d'éthique et de déontologie conformes aux normes internationales pour chaque corps de la profession de justice ;
- L'amélioration de l'efficacité et de la qualité de la justice et protection des droits des justiciables : révision et harmonisation avec les standards internationaux du Code des Procédures Pénales (CPP) et des textes législatifs avec le code révisé ; révision et simplification de la législation en matière d'exécution des jugements (code des procédures civiles et commerciales) ; promulgation d'une loi intégrale pour faciliter l'accès des femmes à la justice et les protéger contre la violence ; etc.
- L'amélioration de l'efficacité de l'administration judiciaire surtout au niveau des tribunaux, des cours et des lieux de détention : un programme complet est conçu pour réhabiliter et équiper les tribunaux (cours, etc.), la digitalisation des dossiers et leur archivage électronique ; modernisation de la formation initiale et de perfectionnement des juges ; etc.

Un Environnement Favorable à l'Investissement, à l'Entrepreneuriat et à l'Innovation



البدیل التونسي

Institutionnalisation de la stabilité macroéconomique. Création d'un Conseil National des Finances Publiques dont la principale mission est de veiller au respect d'un certain nombre de règles et d'indicateurs macroéconomiques pour éviter les dérapages observés dans les finances et l'endettement publics. Les indicateurs à observer concernent le solde budgétaire (3-4% du PIB), le ratio de la dette publique (60-70% du PIB), croissance des dépenses budgétaires (moins que la croissance projetée), le niveau des recettes fiscales (pour limiter la pression fiscale).

Consolidation des finances publiques. Nous proposons de mettre en place des mesures concrètes permettant de rétablir progressivement les équilibres budgétaires et réduire l'endettement public. Parmi les mesures que nous proposons : reprise des activités de la chaîne des phosphates (négociations et application de la loi), revue et priorisation des dépenses budgétaires, rationalisation des subventions et autres interventions de l'État, amélioration du contrôle et du recouvrement fiscal, meilleure utilisation des actifs de l'État, etc.

Amélioration rapide et régulière de l'environnement des affaires, et promotion de l'entrepreneuriat. L'environnement des affaires ne cesse de se dégrader alors que nous voulons attirer les investissements. Il est urgent de redresser rapidement la situation, et de libérer davantage les énergies et les initiatives surtout pour les jeunes en quête d'opportunités et de soutien pour éclore leurs idées et contribuer au développement du pays. Parmi les mesures à engager rapidement on propose :

- Consolidation et rationalisation des nombreuses institutions (APII, APIA, PII, SFI, ANI, etc.) en charge de l'environnement des affaires (investissements) et opérationnalisation immédiate de (VRAIS) guichets uniques pour réduire les coûts de transaction et faciliter les investissements ;
- Élimination des obstacles bureaucratiques et simplification de toutes les procédures et mesures administratives jugées contraignantes pour les citoyens et les entreprises ;
- Amendement ou élimination, selon les cas, de toute réglementation qui prévoit des distorsions, des protections non justifiées, ou des entraves à une concurrence saine entre tous les acteurs dans les secteurs productifs ;
- Simplification et digitalisation des procédures douanières et des facilitations portuaires, simultanément à un relèvement notable des performances des services portuaires (manutention, enlèvement, etc.) ;
- Amélioration de l'accès au financement et rationalisation des structures de financement des PME (BPME et BTS). Un programme spécial de partenariat avec le secteur bancaire sera mis en place pour développer sa capacité de gestion des risques et de financement des PME (évaluation des projets, système de garantie, gestion des risques, etc.) ;
- Réduction des coûts infrastructurels et de facilitation des transactions pour accroître la compétitivité de nos produits sur les marchés internes et externes.

Une Nouvelle Politique Industrielle Pour une Transformation Structurelle vers des activités à forte valeur ajoutée : La politique industrielle actuelle a peu évolué et ses résultats sont aux mieux mitigés, ne serait-ce qu'à travers la faible transformation structurelle qu'elle a entraînée. L'objectif de la nouvelle politique industrielle que nous proposons est de créer autant d'emplois de qualité que possible, soutenir la croissance et faire évoluer l'appareil productif national vers des activités à plus



البديل التونسي

forte valeur ajoutée. Les orientations stratégiques et les axes de la nouvelle politique industrielle incluent :

- La création d'un Conseil National du Développement Industriel (CNDI) pour conduire la nouvelle politique industrielle, assurer la coordination des politiques publiques intersectorielles, évaluer et ajuster les politiques en fonction de l'évolution du marché mondial ;
- Le développement et la mise en œuvre d'un plan directeur pour accélérer la transformation de certaines activités industrielles vers des branches et des activités plus complexes et à fort contenu technologique (électrique et électronique, automobile, aéronautique, chimie fine et industries pharmaceutiques, agroalimentaire, et services d'ingénierie, etc.).
- Rationalisation de l'intervention de l'État et des nombreuses incitations pour les aligner sur les objectifs d'une véritable transformation structurelle. Nous proposons de mettre en œuvre un plan d'adaptation des politiques sectorielles aux exigences de la nouvelle révolution industrielle (Industrie 4.0 ou économie numérique) : consolidation et modernisation du système d'innovation et de recherche en concentrant davantage sur le partenariat avec l'entreprise ; réforme du système éducatif et de la formation de compétences ; priorité à la mise en œuvre du plan national ou stratégie de digitalisation/numérisation ; promotion des filières de l'économie verte.
- Soutien de certains secteurs à complexité faible ou modérée mais intensifs en main d'œuvre (textile et autres secteurs employeurs de MO) pour préserver l'emploi et les aider à améliorer leur productivité et conquérir de nouveaux marchés.

Promouvoir la contribution de la diaspora tunisienne au développement du pays. En 2017, plus de 1.3 million de tunisiens vivaient à l'étranger dont 97% résidaient dans les pays de l'OCDE. Plus du quart de cette population est diplômé de l'enseignement supérieur avec une forte croissance de la part de cette catégorie alimentée par une forte émigration ces dernières années. Au-delà des transferts de fonds (équivalent de 5 % du PIB chaque année), la diaspora tunisienne peut apporter de précieuses contributions économiques et sociales au développement du pays. Albadil est déterminé à mettre en place une politique favorable à l'engagement de notre diaspora et à la défense de ses intérêts et au respect de ses droits : une gouvernance appropriée de l'émigration et de l'appui à notre diaspora, valorisation des compétences des migrants, encadrement et appui aux promoteurs de projets, etc.

Le Tourisme : une nouvelle stratégie de modernisation et de croissance durable : Le tourisme est un secteur économique important. Il représente environ entre 7% à 12% du PIB (selon les années et les sources), et contribue à 10% des exportations de biens et services du pays. Il emploie environ 15% de la population active de manière directe et indirecte. Toutefois le secteur souffre de nombreuses insuffisances structurelles : une faible diversification et un produit de bas de gamme (recette directe par nuitée inférieure à 75\$), une absence de stratégie de développement, une faible capacité et de gouvernance des institutions publiques, une infrastructure et une qualité de service désuètes, une situation financière difficile pour de nombreuses unités hôtelières.



البديل التونسي

Notre stratégie pour le secteur a pour objectif de transformer complètement la gouvernance, l'offre des produits, la dynamique commerciale, l'image et l'attractivité du tourisme tunisien en vue de cibler une clientèle plus rémunératrice et moins volatile. Les principales composantes de cette stratégie sont les suivantes :

- Modernisation de la gouvernance du secteur. L'organisation institutionnelle et le mode de gouvernance du secteur seront entièrement réformés (plus grande agilité, plus d'efficacité des institutions du secteur). Le rôle du ministère sera redéfini et sa capacité de gestion et de suivi sera renforcée (encadrement et participation, formation, perfectionnement, digitalisation, etc.). Les nombreuses structures actuelles et les représentations extérieures seront consolidées, restructurées et leur seront assignées de nouvelles missions en rapport avec la nouvelle stratégie et l'utilisation des nouvelles technologies. Le cadre réglementaire (y compris pour les incitations, la fiscalité, etc.) sera modernisé pour le rendre plus simple, plus transparent et surtout moins contraignant ; le rôle de la profession sera renforcé dans la gestion du secteur en partenariat avec l'administration (politique de diversification, relèvement de la qualité, développement de nouveaux marchés, etc.).
- Une offre plus diversifiée et une plus grande inclusion régionale : la diversification des produits du secteur et l'exploitation de tout le potentiel du pays constituent une priorité absolue pour le secteur: tourisme culturel (sites historiques restaurés et entretenus), tourisme d'affaires (mise à niveau de l'infrastructure et des services de logistique), amélioration du produit balnéaire (mise à niveau des capacités d'accueil et du service), tourisme du terroir ou régional (niches importantes dans les régions), de santé, et du sport. Des nouvelles formules d'hébergement seront encouragées et un cadre légal incitatif sera mis en place. La diversification ne prendra plein effet que si le transport aérien est ouvert (Open sky) pour réduire les prix d'accès au marché tunisien à travers une plus grande concurrence des compagnies aériennes.
- Une différenciation par la qualité de service. Faire de la qualité le « nouvel label » du tourisme tunisien et ce, à tous les niveaux : accueil à l'aéroport, transport local, prestations hôtelières et de restauration, infrastructure et équipements urbains, propreté et entretien systématique des sites historiques, lieux culturels, les médinas, souks et autres sites, etc. Un programme spécial sera mis en œuvre en partenariat avec les professionnels du secteur pour en faire le label distinctif de la Tunisie. La formation et le recyclage régulier seront au centre du programme.
- Assainissement financier du secteur. L'assainissement de la situation financière d'un certain nombre d'unités est devenu une urgence. Les solutions possibles seront revues en concertation transparente avec les professionnels concernés. Les solutions retenues préserveront les droits de toutes les parties concernées, dans le respect des lois en vigueur. Une structure, dont le statut et la mission seront définis d'un commun accord, sera immédiatement établie pour mettre en œuvre, la ou les solutions convenues.

Politiques Culturelles et Sociales : Pour une Meilleure Cohésion Sociale

La Culture : Une priorité pour affirmer notre personnalité tunisienne et renforcer notre cohésion sociale



البديل التونسي

Les politiques culturelles récentes ont souffert de nombreuses insuffisances : une forte centralisation de la gestion de la culture avec peu ou pas de participation des professionnels et des promoteurs de la culture, des objectifs et des programmes trop ambitieux rarement réalisés et peu focalisés sur la valorisation économique et sociale de la culture, un État omniprésent malgré ses limites et son manque de clarté dans ses politiques, une faible capacité de planification et de gestion des institutions publiques du secteur, des moyens budgétaires très faibles, et l'absence de suivi et d'évaluation des politiques et des programmes.

Revitaliser et valoriser notre culture pour affirmer notre personnalité tunisienne, nous unir davantage et partager avec le reste du monde un patrimoine culturel riche de son histoire et en harmonie avec son temps. Albadil propose une vraie et nouvelle politique culturelle dont les objectifs sont de : (i) promouvoir et stimuler la création, la production, la diffusion, la distribution et l'accès à des activités, biens et services culturels divers ; (ii) sauvegarder, valoriser et développer notre patrimoine culturel (tangible et intangible) et accroître sa contribution au développement économique et social du pays ; (iii) adopter une gouvernance éclairée, transparente et participative pour bénéficier de l'apport de tous les acteurs, mobiliser davantage et diversifier les sources de financement des activités culturelles et développer des capacités de gestion au sein de la communauté de la culture. Le plan d'action proposé pour initier la mise en œuvre de cette nouvelle politique comprend les principales actions suivantes :

- Modernisation de la gouvernance du secteur, promotion de la participation et du partenariat et renforcement de la capacité de gestion des institutions publiques. Plus que dans d'autres secteurs, une gouvernance participative dans la gestion de la Culture est nécessaire. Le rôle de l'État sera redéfini et sa capacité de planification et de gestion renforcée (formation, système d'information, etc.), une place plus importante sera donnée aux professionnels de la culture, aux associations et aux investisseurs (sous conditions).
- Décentralisation de la gestion de la Culture. Nous proposons de passer d'un système de gouvernance hyper centralisé à un système de gestion décentralisé où les acteurs culturels locaux participent à l'identification, à la priorisation et à la mise en place de programmes et projets culturels pour leur région, ville ou village. La politique de décentralisation proposée et son rythme de mise en œuvre seront planifiés et programmés minutieusement avec toutes les parties prenantes.
- Diversifier les sources de financement du secteur et réformer le système de financement public du secteur. Nous proposons d'accroître le budget alloué à la Culture, de mettre en place des mécanismes et des critères clairs pour rendre l'allocation des financements publics transparents et conformes aux objectifs de la politique nationale culturelle. Il faudra aussi mobiliser davantage de ressources financières pour le secteur auprès des associations et fondations, la prise en charge de certaines activités par le secteur privé en partenariat avec l'État, etc.
- Lancer un programme national de réhabilitation et de restauration du patrimoine et des actifs culturels et de production, promotion et diffusion de culture et de savoir. De nombreux actifs culturels (maisons de la culture, bibliothèques, musées, etc.) et de patrimoine historique (médiinas, vestiges et sites archéologiques, etc.) sont dans un très mauvais état. Nous proposons un programme national comprenant des interventions



البديل التونسي

d'urgence pour les réhabiliter, les équiper pour les rendre fonctionnels et en faire des nouveaux lieux de production, promotion et diffusion de culture et des connaissances qui permettront une socialisation des savoirs et une nouvelle dynamique active culturels/lieux de formation/société.

L'Éducation : Un système éducatif d'excellence focalisé sur la formation des compétences, de l'esprit critique et de la capacité d'apprentissage et d'adaptation pour mieux répondre aux besoins du 21ème siècle :

L'amélioration de la qualité de l'éducation est l'un des défis les plus importants et les plus urgents de la Tunisie. Réformer le système éducatif est la mère de toutes les réformes que le pays doit entreprendre avec le plus de détermination et de conviction. Notre choix d'un modèle de développement fondé sur l'utilisation intensive de la connaissance, et l'importance du rôle de l'éducation et de la formation dans l'inclusion et l'ascension sociales, nous impose de moderniser notre système éducatif et d'améliorer sensiblement la qualité de sa production pour doter le citoyen de compétences et de capacité d'apprentissage et d'adaptation lui permettant de saisir ou de créer des opportunités de développement et d'émancipation personnels. Depuis la fin des années 80, et malgré quelques tentatives de réformes, le système éducatif tunisien connaît des problèmes majeurs et une détérioration continue de la qualité de ses prestations. Selon le classement PISA 2015, la Tunisie se classe parmi les cinq derniers sur 74 pays participants. L'enseignement technique, la formation professionnelle et même l'enseignement supérieur ont perdu de leur efficacité et leur qualité a plongé. Les 2 premières universités tunisiennes ne figurent qu'à la 800-900ème place du classement 2018 de Shanghai ARWU. Le taux de chômage des jeunes diplômés est resté élevé depuis des années (plus de 30%). La qualité et la pertinence de la formation en est une bonne raison.

Les raisons de la crise de notre système éducatif sont à la fois d'ordre institutionnel et structurels. Les principales sources de défaillance peuvent être résumées ainsi : Une gouvernance désuète et des capacités institutionnelles très faibles pour gérer un système aussi complexe et exigeant. La gestion du système est hautement centralisée, il n'y a aucun mécanisme indépendant d'évaluation périodique des performances (qualité) du système, et encore moins pour connaître les besoins de l'économie. Insuffisance de compétences professionnelles et manque de préparation d'un grand nombre d'enseignants (tous les niveaux). Une bonne partie du corps enseignant est peu préparée à exercer ce métier. Près de 12% des enseignants dans le primaire et le secondaire ne remplissent pas les critères minimums requis dans le métier. Des méthodes pédagogiques surannées privilégiant le « bourrage de crâne » plutôt que le savoir. Les méthodes d'enseignement mettent l'accent sur la scolarisation (mémorisation, l'apprentissage par cœur et la transmission d'informations) plutôt que sur la capacité d'apprentissage. Des programmes désuets par rapport à des besoins économiques en changement continu. Des programmes obsolètes et des méthodes archaïques sont toujours en vigueur. L'enseignement préscolaire a été négligé. Malgré son importance dans le développement des capacités cognitives des jeunes enfants, l'éducation de la petite enfance est embryonnaire. Des insuffisances notoires dans l'infrastructure immobilière et les équipements scolaires. Si le budget alloué au secteur est relativement raisonnable (6.5% du PIB), la part allouée à l'entretien et aux investissements est très faible (seulement 3% du budget). L'essentiel du budget (97%) est absorbé par les salaires. Le développement des cours particuliers et la tolérance générale envers ce



البديل التونسي

phénomène est une manifestation flagrante du manque de confiance des parents dans la qualité de l'enseignement public. Une économie politique du secteur très complexe et peu favorable aux réformes. Le secteur est dominé par des courants syndicaux très actifs et fortement revendicatifs. L'État, affaibli et incapable de mobiliser la société pour une cause aussi importante, s'est contenté de composer avec le syndicat et a évité d'engager les réformes nécessaires.

Albadil s'engage à moderniser le système éducatif pour le focaliser sur l'éducation et la formation des compétences et rétablir son rôle d'ascenseur social et d'épanouissement du citoyen. La revue des expériences internationales montre que la réforme de l'éducation est la tâche la plus difficile non seulement techniquement mais surtout politiquement. Outre la détermination politique, il faut aussi une stratégie de réforme claire et pertinente résultant d'une concertation transparente et bien organisée, et une équipe très compétente pour conduire sa mise en œuvre. Nous proposons d'organiser la stratégie de réforme autour des axes suivants. Le contenu détaillé de chaque axe est fourni dans le programme complet. On se contente dans ce qui suit de rappeler les principales orientations stratégiques de chaque axe :

- Modernisation de la gouvernance et renforcement de la capacité des institutions du système éducatif comprenant : la consolidation en un seul ministère l'éducation et la formation professionnelle, et le recentrage du rôle du nouveau ministère sur la planification et la mise en œuvre des stratégies et des politiques publiques du secteur (définition des normes d'apprentissage pour chaque niveau, gestion stratégique de la qualité de l'éducation et de la pertinence de la formation, allocation des ressources par objectif, politique de formation et de recrutement des enseignants, etc.) ; Création d'une agence indépendante d'évaluation de la qualité et des performances du système éducatif et évaluation des besoins de formation en fonction de l'offre du marché du travail; Responsabilisation et une plus grande autonomie de gestion des établissements d'éducation (autonomie accompagnée d'une plus grande responsabilisation sur les résultats) ; à cet effet, la sélection et la préparation des chefs d'établissements recevra une attention particulière pour que chacun d'eux ait les compétences et les qualités de leadership requises ; Promotion de la formation professionnelle en rehaussant le prestige de ces formations à travers le relèvement du niveau de leur recrutement pour améliorer la qualité et l'adéquation avec l'emploi (ne plus attirer que les déperditions de l'enseignement général).
- Amélioration du niveau de qualification et de compétence des enseignants. La qualité des enseignants est la clé de voûte de toute réforme cherchant à améliorer la qualité d'un système d'éducation et de formation : redéfinir et mettre en œuvre rapidement une politique de formation initiale, de certification et de gestion (y compris évaluation) des ressources humaines du corps enseignant ; mettre en place un système de formation et de perfectionnement continu des enseignants pour promouvoir leur développement professionnel et maintenir la qualité.
- Réforme et adaptation régulière des programmes et curricula à tous les niveaux. Avec les changements de plus en plus rapides des connaissances, des technologies et des besoins du marché du travail, le système éducatif doit être en mesure de faire évoluer rapidement le contenu des programmes des divers cycles pour mieux préparer les élèves/étudiants aux



البديل التونسي

changements (contenu, pédagogie, formation des enseignants, etc.). En plus des matières et des techniques de base offertes par tout système éducatif, il faut inculquer aux nouvelles générations les compétences de vie, une conscience environnementale et relative au changement climatique, ainsi qu'un sens aigu de la citoyenneté, du civisme et du respect des valeurs de la république.

- Généralisation de l'éducation de la petite enfance (ou préscolaire) surtout dans les régions de l'intérieur. Développer et mettre en œuvre un programme national de développement de l'enseignement préscolaire (3 à 5 ans) sur tout le territoire (en partenariat avec les associations et du secteur privé agréés et contrôlés par l'État. En outre, ce programme permettra aux jeunes diplômés des opportunités de développement de projets d'éducation préscolaire (création d'emplois à haute valeur-ajoutée sociale). Les investissements publics en éducation préscolaires ont le rendement économique et social le plus élevé.
- Encouragement à la contribution du secteur privé et au partenariat avec le secteur public. Le secteur privé peut jouer un rôle important pour d'une part, compléter le secteur public et d'autre part, contribuer au développement des exportations de services de haut niveau (attraction d'étudiants étrangers) en raison de son agilité commerciale et de sa capacité d'adaptation à la demande extérieure. Le cadre réglementaire doit être assoupli, une plus grande marge sera donnée dans l'établissement des programmes et des partenariats, en contrepartie d'un contrôle régulier de conformité et d'assurance qualité à l'instar des établissements publics.

Amélioration de l'infrastructure, des équipements et de l'environnement de travail dans tous les établissements d'éducation. Nous proposons un programme national qui traite des opérations lourdes (réhabilitation, extension, modernisation, équipements, etc.) complétant les mesures d'urgence annoncées dans la première composante.

La Politique Sociale : Solidarité et Viabilité Financière

La politique sociale actuelle est relativement extensive mais socialement inefficace et financièrement insoutenable. La Tunisie dispose d'une politique sociale globale qui couvre un champ relativement large de risques sociaux (vieillesse, maladie, accidents professionnels, etc.) dont (i) l'assurance sociale ou le financement est contributif (régimes de retraites, assurance maladie, etc.) et l'assistance sociale aux ménages pauvres et vulnérables (PNAFN, AMG2), et (ii) un ensemble d'interventions sociales directes et indirectes bénéficiant à toute ou à une partie de la population (subventions diverses, aides sectorielles, programmes de développement cibles, etc.). Le régime actuel des pensions (CNPRS pour le secteur public et CNSS pour le secteur privé) connaît un déficit structurel croissant depuis presque une décennie. Il a atteint environ 800 MDT pour la CNRPS et 300 MDT pour la CNSS en 2017. A l'horizon 2030, le déficit est prévu d'atteindre 6000 MDT pour la CNSS et 7000 MDT pour la CNRPS. Les principales causes de cette situation sont : longévité (+5 ans) et changement démographique de la population concernée (forte baisse du ratio cotisants/retraités), développement du secteur informel non cotisant, mauvaise gouvernance (perte des réserves, faible recouvrement et sous déclaration dans le secteur privé -CNSS).



البديل التونسي

Restructurer le régime des pensions (CNRPS et CNSS) pour assurer, à moyen terme, son équilibre financier et envisager les possibilités d'une couverture universelle à long terme. Les études et simulations réalisées montrent que les mesures partielles prises jusque-là (ajustement des paramètres : âge de retraite, relèvement des cotisations, taux de remplacement, etc.), dont celles prises récemment ont un effet de court terme (1 à 2 ans). La pérennisation et la viabilité financière du dispositif à long terme exigent des réformes en profondeur portant non seulement sur des ajustements de ses paramètres, mais aussi et surtout sur la mise en place d'une nouvelle source de financement et l'introduction de nouvelles composantes pour donner plus de choix à la population (épargne/retraite ou retraite complémentaire). La restructuration que nous proposons se fera en deux temps :

- A Court Terme : on propose une série de mesures permettant de rétablir graduellement l'équilibre financier du système dont une mesure phare : l'introduction d'une source de financement additionnel permettant de limiter les effets négatifs (emploi, investissement, pouvoir d'achat) de l'augmentation des cotisations : Mettre en place une ressource supplémentaire d'origine fiscale, facilement recouvrable ; Ajuster certains paramètres pour limiter les besoins de financement futurs (taux de remplacement, taux de rémunération, élimination des régimes spéciaux, etc.) ; Revoir les conditions de départs en retraite anticipée pour éliminer les abus actuels ; Améliorer sensiblement le contrôle et le recouvrement des créances ;
- A Long Terme : réorganiser l'ensemble du système de retraite pour assurer sa pérennité et sa viabilité financière, le rendre plus équitable et plus inclusif. Ce nouveau système fera l'objet d'une étude détaillée et d'une large consultation avec tous les partenaires avant de le finaliser. Le contour du nouveau système de retraite qui sera analysé comprendra : création, par fusion de la CNRPS et du CNSS, d'une seule caisse (fonds) de retraite pour éliminer les inégalités de traitement entre les pensionnaires des secteurs publics et privés ; mise en place d'une nouvelle gouvernance autonome de la nouvelle caisse de retraite ; restructuration du régime actuel en 3 composantes permettant d'assurer la viabilité financière sans augmentation des charges sociales.

Rationaliser les subventions en ciblant directement les ménages devant bénéficier de l'aide de l'État pour une plus grande équité sociale et une meilleure utilisation des ressources publiques (Caisse de Compensation). Un système de ciblage fiable et efficace (base de données socio-économiques validée par des enquêtes de terrain fréquentes, un identifiant unique par ménage/personne, un système d'information fiable) sera mis en place pour identifier les ménages qui doivent être aidés (selon critères d'éligibilité) sous la forme de transferts monétaires directs. Les économies dégagées seront investies pour améliorer les services publics et autres services sociaux.

Promouvoir l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) pour créer de l'emploi, surtout pour les jeunes, accroître l'offre de services productifs et contribuer à la cohésion sociale. En Tunisie, l'ESS présente un bon potentiel non encore exploité. Pour le moment, elle demeure marginale dans l'économie



البديل التونسي

nationale dans la mesure où elle n'emploie que 0.6 % de la population active occupée et ne représente au mieux qu'environ 1 % du PIB. Il faut donc commencer par jeter les fondations institutionnelles et mettre en place les incitations nécessaires au développement de l'ESS : structure d'appui aux promoteurs de l'ESS et identification d'une banque de projets possibles, fiscalité et incitations appropriées, sources de financement dédiées, formation et accompagnement des promoteurs de projets en ESS ; etc.

Un soutien actif à l'emploi des jeunes, à l'entrepreneuriat et à la création de projets par les diplômés. Le chômage des jeunes, surtout des diplômés, est plus qu'un problème individuel, c'est un problème de société. Le pays se prive de la contribution et de l'énergie de ses jeunes alors que le manque de perspectives d'une vie décente et enrichissante, démotive les jeunes, les pousse à l'immigration, à la désobéissance voire à la déstabilisation de la société. Outre l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation (voir ci-après) qui reste la meilleure politique d'intégration sociale, Albadil propose de : financer des programmes de formation ciblée selon les besoins du marché du travail et de mettre en place un fonds et une assistance technique pour encourager et accompagner les jeunes dans la création de projets (y compris des start-ups). Cet appui sera dispensé par des professionnels de haut niveau de la phase d'identification de projet à la phase de maturation.

Santé : Un système de santé revitalisé pour offrir des prestations de qualité accessibles à tous.

Une offre de santé bien fournie sans pour autant avoir été en mesure de s'adapter à l'évolution des besoins ou offrir des prestations de qualité. Malgré une offre bien fournie et une augmentation régulière des budgets alloués à la santé publique (de 5% en 2000 à 7% du PIB en 2014), la qualité des soins a baissé de façon significative, la contribution personnelle des patients aux dépenses de santé est parmi les plus élevées (36% au lieu de 20% selon l'OMS si les établissements de santé étaient efficaces), l'infrastructure et les équipements publics manifestement sous-utilisés, tandis qu'on observe un départ massif de médecins tunisiens à l'étranger, et une désertification médicale dans les régions de l'intérieur du pays. Les hôpitaux souffrent du manque de moyens en budget de fonctionnement, avec une partie de plus en plus importante couvrant les salaires.

Albadil consacre la priorité historique donnée à la santé publique et le droit constitutionnel du citoyen à l'accès à une santé de qualité. Albadil s'engage à réorganiser et à revitaliser le secteur de la santé pour concrétiser le droit du citoyen et répondre à un besoin fondamental de bien-être de la personne humaine. Notre objectif est d'assurer à terme, à tous les citoyens l'accès à des services de santé de qualité, tels que définis par des protocoles qu'on arrêtera avec les professionnels de santé. Notre politique de santé comprend : une refonte totale du concept de santé publique (plus large) et de sa gouvernance, la réorganisation du système de santé, les modalités de son financement et de gestion permettant d'améliorer sensiblement les performances et la qualité des prestations du système de santé. Parmi les éléments de cette politique nous proposons :



البديل التونسي

- Recentrage du rôle du Ministère de la Santé sur la planification stratégique, la gestion et la régulation de l'ensemble du secteur, l'évaluation des politiques et de la gestion, la politique de formation de recherche et de développement ;
- Réorganisation des structures de santé, création dans les régions de services de santé performants (conversion de trois hôpitaux régionaux en CHU dans les régions du Nord-Ouest, du Centre et du Sud-Ouest) et mise en place de pôles d'excellence régionaux (et d'écoles de santé) de spécialités par pathologie dotés des moyens adéquats (par groupes de gouvernorats limitrophes);
- Redéfinition de la politique d'investissements et des critères d'allocation des ressources publiques pour s'adapter rapidement aux évolutions de la médecine du 21 siècle qui s'oriente de plus en plus vers des séjours de courte durée, un plateau technique performant et une plus grande disponibilité du personnel soignant (réduction des coûts);
- Renforcement de la responsabilité et de l'autonomie des structures de santé. Tant pour les hôpitaux régionaux que pour les autres établissements publics de santé (EPS), il est primordial de rendre effectif leur autonomie de gestion et de les responsabiliser quant à leurs performances de gestion et la qualité des prestations.
- Définition d'une nouvelle politique de gestion du personnel soignant de haut niveau (médecins, pharmaciens, dentistes, techniciens supérieurs, infirmiers et autres compétences) pour attirer et retenir le personnel de qualité.
- Restructuration de l'Instance Nationale d'Accréditation en Santé (INAES), renforcer sa capacité et garantir son indépendance nécessaire aux spécificités de sa mission publique.
- Développement des modes de financement du système de santé (niveau et sources de financement) et réévaluer les performances de l'Assurance Maladie et l'efficacité de gestion de la CNAM.

Renforcer le rôle et les droits de la femme et la famille dans la société tunisienne : Il existe une grande différence entre le côté législatif développé pour les droits de la femme et de la famille et la réalité sur le terrain (méconnaissance des droits et des recours). Une nouvelle politique sera mise en place pour assurer que les droits de la femme et la protection de la famille deviennent une réalité dans nos institutions et notre société en général. Parmi les éléments de la nouvelle politique qui fera l'objet d'une réflexion et d'un développement appropriés :

- Renforcer l'éducation de la femme rurale et citadine et améliorer leurs conditions de participation à la société active (accès à l'emploi, aux services juridiques, financement, etc.)
- Application des protocoles et réglementations de protection de la femme et des familles, et en particulier pour les victimes de violences sous toutes leurs formes
- Protection de l'enfance cible de nombreux dangers : déscolarisation, délinquance, drogue, terrorisme et renforcement de l'éducation par les moyens sociaux et culturels à différentes phases de l'enfance et rebâtir un système d'éducation civique à l'école et en dehors



البديل التونسي

Une Infrastructure de Qualité pour Améliorer les Conditions de Vie de la Population et Soutenir la Compétitivité de l'Économie.

Une infrastructure relativement bien développée mais la qualité des services est de plus en plus faible et les performances de gestion sont médiocres. En principe, la Tunisie dispose de réseaux et de services publics relativement bien développés (routes, ports, aéroports, eau, énergie et télécommunications). Des investissements importants ont été consentis pour développer cette infrastructure. La densité routière est relativement élevée avec un réseau autoroutier en plein développement. Les services sont essentiellement assurés par plus de 45 entreprises et établissements publics (dont 38 dans le secteur du transport). La participation du secteur privé est encore faible et variable selon les secteurs. Elle est relativement élevée dans le secteur des TIC et le transport de marchandises, mais elle est très faible dans tous les autres services d'infrastructure en raison du maintien du monopole de l'État. L'organisation et la capacité des institutions publiques sont faibles, la qualité des services s'est détériorée, les performances opérationnelles de tous les opérateurs publics se sont dégradées notamment celles des services de logistique, des ports et des transports urbains. Tous les opérateurs publics sont en crise financière grave. Ils doivent leur survie aux subventions de l'État, lui-même en situation financière très difficile. Cette situation impose des coûts élevés aux citoyens et à l'économie nationale et affecte négativement la compétitivité du pays.

Une plus grande rigueur dans la gestion de l'infrastructure du pays et dans l'accès aux services pour tous les citoyens. La stratégie proposée par Albadil est déclinée pour chacun des secteurs selon ses spécificités. L'objectif premier est de redresser la situation et faire jouer à l'infrastructure économique un rôle plus important d'appui au développement du pays et d'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale et des conditions de vie de la population.

TRANSPORT : Une infrastructure et des services de transport de bonne qualité, sécurisés, et financièrement viables. Le secteur de transport joue un rôle clé dans l'économie du pays. Ce sont les services de transport, et dans une moindre mesure l'infrastructure, qui sont dans un état de dégradation avancé. La stratégie d'Albadil est relativement développée pour faire relever ce secteur et accroître sensiblement ses performances. Les principaux éléments de la stratégie sont les suivantes :

- Moderniser l'organisation institutionnelle du secteur des transports. L'objectif est de développer des institutions publiques compétentes, efficaces et capables de bien gérer et de promouvoir des services de transport publics de qualité accessibles à tous les citoyens : fusionner les deux ministères (transport et équipement) et renforcer la capacité de planification et de gestion du nouveau ministère ; Déconcentrer d'une façon effective les pouvoirs des services centraux ; Mettre en place un système d'information fiable et régulièrement actualisé et accessible en ligne ; lancer un programme de formation et de



البديل التونسي

perfectionnement continu des cadres (planification, management, économie de transport, etc.).

- Restructurer les entreprises publiques (EP) de transport pour offrir un meilleur service de transport à des coûts accessibles à tous les usagers. La restructuration des entreprises publiques se fera au cas par cas, sur la base d'études détaillées et des critères neutres tels que : l'intérêt des usagers et l'efficacité socio-économique des ressources publiques investies ou à investir (assainissement financier) dans les EP. L'État se désengagera des activités où les EP sont largement déficitaires, leur offre est faible et se prêtant à une mise en concession auprès d'opérateurs privés sélectionnés selon des procédures compétitives et transparentes.
- Un transport ferroviaire performant et viable financièrement. Les distances de transport en Tunisie (hors transport de minerais ou en milieu urbain) sont relativement courtes et le transport routier est bien développé laissant peu de place à un transport ferroviaire économiquement viable. La stratégie proposée consiste à focaliser le transport ferroviaire sur les segments du marché de transport où il offre un avantage comparatif et des coûts raisonnables pour éviter les déficits colossaux observés depuis des décennies. Un plan d'action sera mis en place pour restructurer la SNCFT et la moderniser (infrastructure, équipements et politique de gestion), pour mieux exploiter les segments de marché financièrement viables.
- Donner la priorité au transport public urbain (TPU). Albadil s'engage à rompre avec le passé et à mettre en place une politique des transports collectifs (ou publics) urbains (TPU) permettant de mieux répondre aux besoins de la grande majorité des citoyens et à la nécessité de protéger l'environnement urbain contre la pollution et la congestion. Cette politique s'articule autour des principaux axes suivants : mettre en place des plans de mobilité urbaine (PMU) donnant la priorité (en investissements) au transport public dans les grandes agglomérations, créer des Agences de TPU dans les 5 grandes agglomérations du pays pour planifier et mettre en œuvre les PMU, diversifier l'offre en TPU en augmentant la participation de grands opérateurs privés (partenariat et concession), restructurer les EP de transports urbains et renforcer leur capacité de gestion.
- Moderniser et maintenir en bon état l'infrastructure routière et améliorer la connectivité des régions de l'intérieur avec le reste du pays. En matière d'infrastructure, Albadil propose (a) d'améliorer sensiblement la capacité de gestion du réseau national pour préserver ce patrimoine national important et offrir un bon niveau de service à la population et (b) rattraper les retards de connectivité nationale accumulés par les régions de l'intérieur. Notre plan d'action comprend les principales mesures suivantes : renforcer la capacité de planification et de gestion de la direction générale des ponts et chaussées, donner la priorité à l'entretien du réseau dans les allocations budgétaires, mettre en œuvre un programme d'investissements prioritaires comprenant des liaisons rapides entre les chefs-lieux des gouvernorats des régions de l'intérieur et du littoral.
- Moderniser l'infrastructure portuaire, et améliorer les performances des services de logistique et de facilitation du pays. La détérioration des services aux ports en Tunisie, notamment la manutention et les facilitations (douanes et autres) est une source de surcoûts énormes imposés à l'économie tunisienne. Une stratégie complète est développée pour redresser la situation dont les principales mesures d'urgence suivantes : construire



البديل التونسي

d'urgence le nouveau terminal à conteneurs à Radès (quais 8 et 9) et concéder sa gestion à un professionnel privé (amélioration immédiate des performances de manutention et de facilitation - le port d'Enfidha est proposé pour le long terme) ; mettre en place un Conseil Supérieur de la Logistique pour réguler les services logistiques (nécessité d'un nouveau cadre réglementaire favorable au développement et à l'exploitation de plateformes logistiques privées ou en partenariat public-privé); mettre en œuvre un programme de formation et de perfectionnement en gestion de logistique pour les acteurs du transport et de la logistique ; (v) actualiser le plan directeur des plateformes de logistique, arrêter les plateformes prioritaires et engager leur réalisation en PPP.

L'EAU : Une stratégie de rupture avec la gestion du passé pour assurer la pérennité et optimiser l'utilisation des ressources en EAU indispensables à un développement économique et social durable du pays. Malgré les efforts accomplis depuis l'indépendance pour assurer un approvisionnement en eau sur tout le territoire, la Tunisie souffre d'un déficit hydrique croissant (moins de 400 m³/an/hab) dû à plusieurs facteurs, incluant : la croissance démographique, la mauvaise gouvernance (faible gestion de la demande, peu d'entretien de l'infrastructure, pertes d'exploitation de plus de 15% dans les réseaux et de 30% dans les périmètres irrigués, surexploitation des nappes souterraines, faible utilisation des eaux usées traitées, surconsommation agricole, rejets industriels non maîtrisés etc.), le changement climatique (sécheresse prolongée, inondations dévastatrices, etc.), et le développement économique.

Albadil propose de rompre avec les stratégies purement technicistes et de considérer l'eau comme un bien socio-économique rare dont il faut valoriser et optimiser l'utilisation. L'objectif est d'assurer l'approvisionnement du pays et de générer le maximum de valeur économique et sociale avec chaque goutte d'eau utilisée. La stratégie de gestion des ressources en eau que nous proposons repose sur trois piliers fondamentaux : (i) une gestion rigoureuse de la demande (et non seulement de l'offre), (ii) un équilibre financier de toute la chaîne d'eau pour pérenniser la ressource à travers une infrastructure et des équipements toujours en bon état, (iii) une bonne gouvernance de toute la chaîne d'eau comprenant un cadre réglementaire approprié et des institutions compétentes et agiles pour bien gérer et adapter les politiques du secteur. Les principaux éléments de la stratégie peuvent être résumés ainsi :

- Une Gouvernance Efficace de la chaîne d'eau. Assigner la planification et la gestion de toute la chaîne d'eau à une seule structure neutre en matière d'utilisation de l'eau (donc hors Min. Agriculture), fusionner la SONEDE et l'ONAS, adopter un nouveau code de l'eau et un nouveau système d'information sur toute la chaîne de l'eau, une nouvelle politique tarifaire encourageant l'économie de l'eau, équiper les réseaux et les forages de compteurs intelligents inviolables, développer une grande capacité de recherche et développement dans la gestion de l'eau.



البديل التونسي

- Efficacité de la mobilisation et de la gestion des eaux de surface et souterraines. Nouvelle politique de transferts interbassins basé sur plus d'équité ; réhabilitation et entretien continu des réseaux (infrastructure et équipements) pour réduire les pertes ; programme de conservation des sols et des écosystèmes et de protection des ressources souterraines.
- Rationalisation de la demande en eau et de l'exploitation des périmètres irrigués. Encourager les cultures à faible demande en eau et l'utilisation des technologies d'économie d'eau ; accroître l'intensification des périmètres irrigués, encourager l'utilisation des eaux usées traitées ; adopter une politique tarifaire de l'eau qui reflète sa valeur économique (ou le coût de mobilisation) et limite le gaspillage de l'eau.
- Gestion du stress hydrique (SH) et importance de la recherche et du développement dans le secteur de l'eau. Mieux exploiter, préserver et optimiser l'usage de toutes les ressources en eau (eaux de surface et souterraines, eaux pluviales emmagasinées dans le sol ou de ruissellement, eaux mobilisées par des ouvrages ou par des moyens non conventionnels, eaux usées traitées, eaux dessalées, eaux importées dans des produits) pour assurer la sécurité hydrique et améliorer la sécurité alimentaire. Rationaliser la consommation dans le secteur agricole et augmenter la mobilisation des ressources renouvelables pour protéger le secteur agricole dont la vulnérabilité est très grande au stress hydrique et aux effets climatiques (dessalement et énergie renouvelable, méthodes innovantes de stockage des eaux renouvelables, rechargement des nappes, mobilisation individuelle, reboisement massif, etc.). Il en sera de même dans les autres secteurs (urbain, industriel, tourisme, etc.). Développer des programmes de recherche fédérateurs et une société cognitive sur l'eau.

ENERGIE – Accélérer la transition énergétique, sécuriser l'approvisionnement du pays et améliorer les performances économiques du secteur. Avec l'accroissement du déficit énergétique (40% de la demande en 2018 ou 4.9 Mtep) en raison d'une baisse continue de la production nationale d'hydrocarbure et d'un retard énorme dans l'introduction des renouvelables (1% du mix d'électricité), et des dépenses de subventions (plus de 3% du PIB), et en l'absence de grande découverte en perspective, la Tunisie se trouve aujourd'hui face à des choix stratégiques difficiles pour satisfaire ses besoins énergétiques futurs au moindre coût possible. Le poids financier du secteur est de plus en plus lourd sur les équilibres financiers du pays : 1/3 du déficit commercial du pays, des subventions élevées de l'électricité et du gaz totalisant au moins 3% du PIB.

Sécuriser l'approvisionnement du pays, réduire sa dépendance énergétique et améliorer l'efficacité énergétique de l'économie nationale (intensité et coût). Pour réaliser ces objectifs stratégiques, Albadil propose une stratégie de modernisation du secteur qui repose sur : la mise à niveau des institutions du secteur et de son cadre réglementaire, la diversification du mix d'approvisionnement du pays, et une gestion du secteur plus efficace économiquement et socialement. Les principaux éléments de la stratégie sont les suivants :

- Moderniser le cadre institutionnel et réglementaire et développer les capacités de gestion des entités publiques : Rétablir le ministère de l'énergie et recentrer son rôle sur la définition, l'implémentation, le suivi et l'évaluation de la stratégie et des politiques



البديل التونسي

- nationales de l'énergie du pays ; transformer l'ETAP en un opérateur national; Créer une structure de gouvernance de la transition énergétique ayant pour principal rôle d'accélérer la mise en œuvre du programme de mix d'électricité (renouvelables) ; Repenser le code des hydrocarbures pour offrir un cadre réglementaire et une gouvernance attractifs pour les entreprises pétrolières qui ont des moyens et des compétences importants pour relancer les activités de prospection dans des zones inédites ; Recentrer le rôle de la STEG sur son rôle de principal acteur de production/achat, de transport et de distribution d'électricité du pays (le Ministère seul décideur de la définition de la politique du secteur).
- Valoriser les ressources nationales d'hydrocarbures pour réduire la dépendance énergétique et contribuer à la sécurité d'approvisionnement du pays. Augmenter la production des champs existants et redémarrer certains qui sont à l'arrêt (investissements mineurs) ; mettre en œuvre un programme ambitieux d'exploration et d'évaluation des réserves d'hydrocarbures conventionnels (zones à potentiel : nord, nord-ouest et golfe de Gabès) et non conventionnels (gaz de schiste) ;
 - Accélérer la mise en œuvre du programme de production d'électricité à partir des énergies renouvelables. Mettre en place une unité de mise en œuvre (UMO) hautement qualifiée pour accélérer l'exécution en PPP du programme des renouvelables (1000 MW en 2030) ; Encourager l'autoproduction individuelle à partir de l'énergie solaire (photovoltaïque) et mettre les moyens nécessaires pour inciter les citoyens à s'équiper en toits solaires ; Renforcer/développer les interconnexions avec les réseaux des pays voisins (Italie, Algérie).
 - Améliorer la viabilité financière du secteur (électricité) et l'efficacité des programmes d'économie d'énergie. Renforcer et améliorer l'efficacité des programmes d'économie d'énergie et rationaliser la demande (tarification, technologie, normes, incitations, etc.) ; Rationaliser les subventions des produits énergétiques pour plus d'équité et un meilleur équilibre financier du secteur (ciblage et compensation, tarification par bloc, etc.) ; Améliorer les performances techniques et de gestion de l'opérateur public d'électricité et de gaz (STEG – gouvernance, indicateurs de performance opérationnelle, politique tarifaire et recouvrement, smart grid, etc.) ;
 - Soutenir les programmes de recherche pour la production d'énergie verte et renouvelable (pile à combustible microbienne, etc.).

Aménagement du Territoire et Protection de l'Environnement

Développement Régional : Une volonté politique ferme pour promouvoir le développement économique et social des régions de l'intérieur (RI). Tous les indicateurs socio-économiques montrent des écarts implorants entre le développement économique et social des régions de la côte et celles de l'intérieur essentiellement au nord-ouest, au centre-ouest, et à l'extrême sud et sud-ouest. Ceci étant, il est important de noter que malgré ces écarts, les régions côtières et surtout les villes moyennes ne sont pas aussi bien loties que ces écarts le laissent croire. Elles accusent bien des retards en matière de développement économique et de services urbains de base leur permettant de déclencher le processus d'économie d'agglomération caractéristiques des grandes villes. Ce n'est pas tant le manque d'investissements publics ou d'infrastructure de base qui ont handicapé le développement des RI, ce sont les investissements privés qui ont manqué à ces régions. Plusieurs



البديل التونسي

raisons peuvent être à l'origine de cette grande carence : l'absence de stratégie favorisant les économies d'agglomération, l'excès de centralisme et de bureaucratie et la faible capacité de gestion des institutions locales, et l'Insuffisance de motivation et de politique active des autorités pour encourager les ressources locales en capital local et humain à s'investir localement.

Une nouvelle stratégie innovante et une politique volontariste pour développer les régions de l'intérieur. La stratégie d'Albadil en matière de développement régional est d'améliorer sensiblement les conditions de vie de la population et de créer des conditions locales favorables au développement de l'investissement productif et à la création d'emplois. A cet effet, il faut éliminer les problèmes structurels soulevés auparavant et engager une politique publique volontariste de création de métropoles (Villes) urbaines disposant de services et d'équipements publics de qualité pour attirer et retenir les investisseurs, les cadres et les jeunes de leurs régions. Cette stratégie s'articule autour des principaux piliers suivants :

- Promouvoir l'émergence de pôles urbains de développement attrayants et productifs. Dans chacune des RI (nord-ouest, centre et centre-ouest, sud-est) mettre en œuvre un programme de développement régional et concentrer une masse critique d'investissements de qualité dans la ou les deux villes les plus importantes pour les rendre plus attrayantes et plus accueillantes (infrastructure et équipements socio-économiques) ; Améliorer la connectivité régionale et l'accès aux marchés, en mettant tous les chefs-lieux des gouvernorats à moins de 2 heures l'un de l'autre et des grandes villes du littoral (un peu plus de 2 H pour Tunis) grâce à la construction d'un réseau de routes rapides utilisant les emprises existantes (moindre coût et rapidité de construction).
- Une nouvelle gouvernance et un accompagnement de proximité pour impulser le développement des régions. Créer dans chaque région une agence de promotion et de développement régional (APDR), dotée d'autonomie de gestion et équipée de personnel qualifié et composé de spécialistes dans les principaux secteurs et disciplines du développement économique (industries, agriculture et agroalimentaire, marketing, finances, communication, etc.). L'APDR a pour principal rôle de promouvoir et d'accompagner le développement de la région et d'apporter l'appui technique et financier nécessaires aux porteurs de projets d'investissements productifs (surtout les jeunes).

Une Agriculture Moderne, Productive et Durable. Un secteur d'une grande importance économique et sociale, impactant les systèmes écologiques, mais il est faiblement productif. Avec 530,000 exploitants dont les 2/3 sont situés dans les zones arides du centre et du sud, l'agriculture est un secteur clé en raison de son rôle économique (8 % du PIB, 12 % des exportations), social (emploi environ 20% de la population active), et de son impact sur les systèmes écologiques. Toutefois, malgré son développement et sa diversification, l'agriculture tunisienne demeure faiblement productive et peu compétitive : une croissance moyenne du secteur très irrégulière et ne dépassant pas la moitié (1/2) de celle du PIB et des périmètres irrigués sont faiblement intensifiés (80% au lieu de 130%).



البديل التونسي

Le secteur souffre de problèmes structurels majeurs. Les faibles performances productives du secteur s'expliquent par les principales raisons suivantes : les exploitations sont de petites tailles (plus des 2/3 sont moins de 10 ha) ; La population des exploitants est de plus en plus vieille et de moins en moins instruite ; La fertilité des sols est en baisse (abandon de l'assolement, érosion) ; Une utilisation modeste des intrants (engrais) ; L'offre d'eau est insuffisante (quantité et qualité) par rapport à une demande en forte croissance ; Des institutions peu efficaces et une politique des prix à l'avantage des consommateurs et des circuits de commercialisation aux mains des intermédiaires rentiers ; L'absence d'appui technique (vulgarisation) aux exploitants ; Une faible mécanisation, peu d'innovation et de contribution de la recherche nationale (semences, méthodes culturales, etc.).

Outre ces difficultés, le secteur fait face à des défis importants : le changement climatique et l'irrégularité des précipitations, l'absence de possibilités d'extension des terres cultivables aussi bien en pluviales qu'en irriguées, l'indisponibilité de ressources mobilisables en eau pour l'agriculture (limite atteinte), une économie politique bien difficile pour faire les réformes nécessaires et qui menaceraient les nombreux intérêts et les rentes privés ancrés dans le secteur, enfin, la concurrence internationale et la volatilité des prix des produits et des intrants.

L'agriculture est une priorité absolue pour protéger les sources de vie de la population rurale (3.2 millions), assurer la sécurité alimentaire du pays et protéger notre environnement et sa biodiversité. Albadil propose de mettre en place une nouvelle stratégie agricole permettant de moderniser l'agriculture tunisienne pour devenir : Plus productive et plus compétitive : produisant plus et mieux par hectare moyennant l'adoption de technologies et de pratiques innovantes et l'emploi de main d'œuvre plus qualifiée ; Plus durable et plus viable : Utilisant moins d'intrants chimiques, optimisant l'utilisation des ressources en eaux et en sol (conservant la fertilité des sols) et générant suffisamment de revenu pour les agriculteurs surtout les petits exploitants ; Plus résiliente aux manifestations du changement climatique (augmentation de température, irrégularité et intensité des précipitations). Notre stratégie concilie l'efficacité économique, le bien-être social et la protection du milieu écologique. Elle s'articule autour de 7 grands axes dont les détails sont décrits dans le rapport principal:

- Une administration plus efficace et des organismes publics moins nombreux et plus compétents, plus ciblés dans leurs missions et mieux coordonnés entre eux, avec les producteurs et avec les opérateurs agissant le long de la chaîne de valeurs des diverses filières agricoles ;
- Des structures foncières remodelées facilitant le remembrement, la consolidation et la viabilité économique des petites exploitations agricoles ainsi que le rajeunissement et le relèvement du niveau d'instruction des exploitants agricoles ;
- Un appui technique qui répond aux nouvelles exigences d'une agriculture productive et compétitive et une gestion durable des ressources naturelles (recherche et développement, innovation, etc.);



البديل التونسي

- Un appui financier bien ciblé venant en support de la mise en œuvre des réformes recommandées dans le programme et appuyant en priorité la mise à niveau des petites exploitations agricoles ;
- Une gestion des ressources naturelles (eaux, sols, forêts, mer) et des écosystèmes agricoles plus durable ;
- Des filières agricoles mieux organisées et ancrées dans des structures associatives et coopératives d'agriculteurs plus puissantes, et enfin
- Un Programme Spécial pour la Mise à Niveau de la Petite Agriculture Familiale

Maitriser le développement Urbain et Renforcer la Décentralisation. Maitriser le développement urbain et améliorer la qualité de la vie dans nos villes. Le développement de nos villes se fait d'une façon anarchique, selon des densités très faibles résultant en une très forte consommation d'espaces fonciers de plus en plus rares mais très peu valorisés. Les résultats sont dramatiques sur plusieurs plans : un gaspillage du foncier urbain de plus de 25000 ha par an, des coûts futurs très élevés pour l'équipement en infrastructure, une forte spéculation foncière en milieu urbain préjudiciable aux groupes de faible revenu, explosion de l'habitat spontané en périphérie urbaine où le marché du logement informel s'approche désormais des 40 % de la production annuelle de logements ; une dégradation notable de l'environnement urbain. La faible capacité de gestion des municipalités, les dysfonctionnements du marché foncier, la rigidité de la réglementation et des outils d'urbanisme, la faible capacité des opérateurs urbains intervenant dans le marché de l'habitat (y compris l'aménagement) sont les principales causes de cet état dramatique de notre environnement urbain.

Rendre nos villes plus organisées, mieux équipées et plus attractives en offrant la possibilité à tous de s'y loger et d'y vivre dans des conditions dignes. La stratégie que propose Albadil pour promouvoir un développement urbain harmonieux et inclusif exige que les municipalités tunisiennes maîtrisent le développement de leur territoire, grâce à une planification plus efficace et à une bonne capacité de gestion et de contrôle de l'urbanisation. La stratégie s'appuie sur trois axes fondamentaux : un marché foncier qui fonctionne correctement (offre suffisante en terrains nus et aménagés à des prix abordables pour les couches de faible revenu), le secteur de l'habitat produit une offre suffisante et accessible pour toutes les catégories de ménages, l'accès au financement du terrain ou du logement est facilité pour tous les ménages moyennant une aide de l'État ciblée vers les couches sociales de faible revenu. Parmi les réformes et les programmes que nous comptons mettre en avant nous proposons de:

- Apporter l'appui nécessaire aux municipalités et au processus de décentralisation pour mieux maîtriser le développement urbain de leur territoire et offrir des services de bon niveau à toute la population (encadrement, financement, formation, etc.) ;
- Aligner le développement urbain et la gestion des bassins versants des villes sur les mêmes objectifs économiques, sociaux et environnementaux durables : associer l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la gestion des eaux pluviales, des eaux usées



البديل التونسي

et des déchets et les intégrer à l'aménagement du territoire et au développement économique. Une telle approche intègre la planification du secteur de l'eau à d'autres secteurs urbains, tels que le foncier, le logement, l'énergie et les transports, afin d'éviter la fragmentation et la duplication des politiques et de la prise de décisions. Les relations intersectorielles sont renforcées. Le secteur informel urbain est pris en compte.

- Créer une « Agence de Gestion foncière » dont la principale mission est : la constitution d'une banque de réserves foncières (à mettre sur le marché selon les besoins pour éliminer la spéculation);
- Ouvrir l'activité d'aménageurs urbains au secteur privé dans les mêmes conditions que l'aménageur public actuel (AFH) notamment pour des programmes sociaux (logements).
- Créer des agences urbaines dans les cinq grandes agglomérations (métropoles) de la Tunisie pour assister les municipalités des grandes agglomérations à planifier et à mieux contrôler le développement urbain des territoires métropolitains ;
- Simplifier et assouplir les procédures d'élaboration et de modification des différents instruments de l'urbanisme (PAU, PAD, lotissements) ;
- Faciliter l'accès au financement bancaire pour l'acquisition des logements et/ou de terrains aménagés surtout pour les couches de faible revenu ou celles de revenu irrégulier (secteurs non réguliers) moyennant :
- Créer des ressources nouvelles pour financer notamment la mobilisation du foncier et de l'infrastructure hors sites en amont (création d'une « taxe urbaine » assise sur toutes les opérations foncières et de construction) ;
- Redéfinir les missions des opérateurs publics existants et leur stratégie d'intervention dans le cadre de la nouvelle politique de développement urbain (consolidation SNIT/SPROLS, reconversion de l'ARRU dans l'aménagement social, etc.).

Environnement : Protéger l'environnement et les ressources naturelles pour une meilleure qualité de la vie et un développement durable. La constitution de janvier 2014 a incarné les principes du développement durable ainsi que les droits économiques, sociaux et environnementaux des citoyens. Les défis environnementaux en Tunisie abondent : dégradation des ressources en eau et déficit qualitatif de traitement des eaux usées industrielles et domestiques, mauvaise gestion des déchets domestiques et industriels, pollution de l'air surtout dans les grandes villes minières, industrielles et des grands centres urbains (transport routier), désertification et dégradation des sols et du littoral, perte de la biodiversité continentale et marine, etc. Outre la prise en compte systématique de la politique de protection de l'environnement et des principes de durabilité dans les politiques sectorielles, nous proposons de

- Actualiser et mettre en œuvre la stratégie (ou plan) national(e) pour la préservation de la qualité de l'environnement et des écosystèmes, et la rationalisation de l'utilisation durable des ressources naturelles du pays (gouvernance, moyens techniques et financiers, plans d'action et de suivi) ;



البديل التونسي

- Engager des programmes conséquents de dépollution de nombreux points noirs de concentration de pollution (industrielle et urbaine) : Golfe de Gabès, bassin minier de Gafsa, région de Sfax et Golfe de Tunis, Lac de Bizerte, etc.
- Promouvoir, moyennant une politique active (communication et incitations appropriées), le développement des activités de recyclage et de réutilisation (économie circulaire)

RESULTAS PROSPECTIFS DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Notre programme se distingue par la pertinence des réformes institutionnelles et structurelles indispensables pour réaliser une croissance forte et améliorer les conditions de vie de la population. Les réformes que nous proposons sont cruciales pour le dynamisme économique, la croissance durable, mais aussi pour s'adapter aux chocs extérieurs et procéder aux ajustements nécessaires et renforcer la résilience de notre économie. Ces réformes permettent fondamentalement la réduction des coûts de transaction exorbitants liés à divers facteurs de blocage institutionnels : faiblesse de l'État, insécurité, bureaucratie, népotisme, influence des groupes de pression, corruption et manque d'intégrité et de redevabilité des administrations, dysfonctionnement des marchés et de la concurrence, manque de protection sociale, etc.

Grâce à notre programme, les énergies seront libérées, les blocages et les obstacles seront balayés et l'ensemble des facteurs de dynamisme économique et social se remettront à fonctionner progressivement. Les indicateurs économiques projetés seront positifs dès la troisième année de sa mise en œuvre. Dès 2025, le plein effet de ces réformes se consolidera avec un impact de plus en plus important au fur et à mesure que la confiance se rétablira et l'efficacité des institutions s'améliorera.

L'environnement général pour l'investissement et la qualité des institutions seront améliorés et les résultats économiques et sociaux attendus seront très positifs.

- L'investissement reprendra à un rythme substantiel de 20 à 25 % du PIB avant l'horizon 2025 avec la possibilité d'atteindre 30% à long terme.
- La participation des femmes au marché du travail devrait augmenter d'au moins 8 points d'ici 2030 (de 28% à 36%) pour faire face à l'offre d'emploi et renforcer l'indépendance économique des femmes.
- Le programme vise un taux de croissance économique moyen réaliste de 4 à 4.5 % par an pour 2020-2025, progresser à un rythme de 5-6% à l'horizon 2030 quand toutes les réformes institutionnelles auront été mises en place.
- Le programme de réformes entraînera une réduction du chômage dont le taux pourrait baisser à environ 12 % en 2025 ;